

Le faux discours d'Emmanuel Macron à la COP23

A Bonn, lors de la COP23, Emmanuel Macron s'est contenté de belles paroles. Aujourd'hui, le climat n'attend plus : la France ne peut se contenter d'une politique de petits pas. Si la France veut être crédible, elle doit accélérer sa transition vers les énergies renouvelables, sans la paralyser de fausses solutions comme le nucléaire.

Avant le sommet du 12 décembre de Paris, la France doit donner des gages pour augmenter ses soutiens financiers pour les populations les plus vulnérables. Face à l'aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire causée par les dérèglements climatiques, Emmanuel Macron déclare vouloir répondre par l'action. Seule une transition agricole socialement juste et respectueuse des ressources luttera contre l'insécurité alimentaire.

Le leadership climatique passe par des actions concrètes, pas par des discours. Venu les poches vides à la COP23, il n'a fait aucune annonce financière pour les pays les plus pauvres, pourtant en première ligne du changement climatique. Le sommet du 12 décembre doit être l'occasion de rectifier le tir en annonçant un doublement des financements français, afin d'atteindre 2,4 milliards d'euros d'ici 2022, et en adoptant la taxe européenne sur les transactions financières. De telles mesures enverraient un signal fort. Car investir dans la jeunesse et les générations futures, c'est se désinvestir des énergies fossiles et s'assurer que notre mix énergétique soit cohérent avec l'accord de Paris. Emmanuel Macron tente de séduire la scène internationale, mais son discours ne reflète pas la politique énergétique française.

Il veut prendre le rôle de leader en matière climatique, expliquant n'avoir qu'une obsession, l'action, et qu'un horizon, maintenant. Le 12 décembre, il a une opportunité unique de conjuguer l'action au présent : annoncer que la France n'accordera pas un € de plus aux énergies du passé, afin d'investir dans la transition vers un futur renouvelable à 100%. Il a franchi le seuil maximal autorisé d'hypocrisie climatique, cherchant à dissimuler ses renoncements : de la validation du CETA, climato-incompatible, au sabordage de la taxe sur les transactions financières, source de financements pour le climat. Sans un mot sur l'évasion fiscale qui soustrait des milliards aux pouvoirs publics, il a prouvé que son but véritable est de ne surtout pas toucher aux fondements de notre système économique. Le « Business As Usual » l'emporte toujours sur le « Make The Planet Great Again ». La récente décision de supprimer du budget national les 20 millions d'euros du fonds vert destiné à aider les collectivités polynésiennes à lutter contre les effets du réchauffement climatique, a envoyé un très mauvais signal. Réintroduit in extremis, le fonds vert français est encore sur la sellette. Le gouvernement français devrait tirer les leçons de la catastrophe qui a touché de plein fouet les Caraïbes.

Le Président montré une direction et fait preuve de volonté. Il n'a surtout pas fait d'annonce nouvelle pour la transition écologique. Un très long chemin reste à parcourir : la politique commerciale internationale doit être subordonnée au droit de l'environnement. Un plan franco-allemand pour les énergies renouvelables, et contre les énergies du passé est toujours espéré.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID
<http://www.aid97400.lautre.net>